

Les procédures collectives en France

Redressements judiciaires et liquidations
judiciaires directes, procédures de sauvegarde

OCTOBRE 2022



**“ Toujours plus
de procédures
collectives en
métropole comme
dans les DOM ”**

e

Sommaire

PARTIE 1

Panorama général 3

PARTIE 2

Profil des entreprises 9

PARTIE 4

Impact social 14

PARTIE 5

Impact financier 19

PARTIE 6

Méthodologie 21

PANORAMA GÉNÉRAL

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE À FIN SEPTEMBRE 2022 (sur 12 mois glissants)

FRANCE MÉTROPOLITAINE / DOM

36 376 / 1 221

ouvertures de redressement
judiciaire et liquidation judiciaire
directe

110 030 / 4 839

emplois menacés par
ces défaillances

924 / 53

procédures
de sauvegarde

51 006 / 970

emplois menacés par
ces procédures

Source : Ellisphère

UN MANQUE DE VISIBILITÉ ANXIOGÈNE

Après l'espoir d'une relance forte marquée par la fin de la crise Covid, la dégradation persistante de la situation économique et géopolitique est une douche froide pour les entreprises. La visibilité à court et moyen termes reste limitée. Si la période estivale a semblé positive, en particulier pour le tourisme hexagonal, la flambée des prix de l'énergie et des matières premières, la persistance de pénuries sont des handicaps au bon fonctionnement des rouages de notre

économie. Dans ce contexte, l'inflation galopante génère un recul de la consommation des ménages et assombrit encore les perspectives. Pour certaines entreprises s'ajoute désormais le poids du remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE), nouvelle épée de Damoclès pesant sur des trésoreries déjà obérées. Consécutivement, le soutien de l'Etat est de nouveau attendu par de nombreux secteurs d'activité.

UNE AUGMENTATION ACCRUE DU NOMBRE DE PROCÉDURES COLLECTIVES EN 2022

A fin septembre 2022 sur 12 mois glissants, le nombre de défaillances en France métropolitaine (ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe) progresse de 35%, dépassant désormais les exercices 2020 et 2021 mais restant toujours en deçà des chiffres de 2019. Des procédures toujours aussi létales puisque 76,5% d'entre elles sont des liquidations judiciaires. Sur les 9 premiers mois de 2022, l'évolution s'accroît avec +49% par rapport à 2021, et +63,7% sur le seul dernier trimestre.

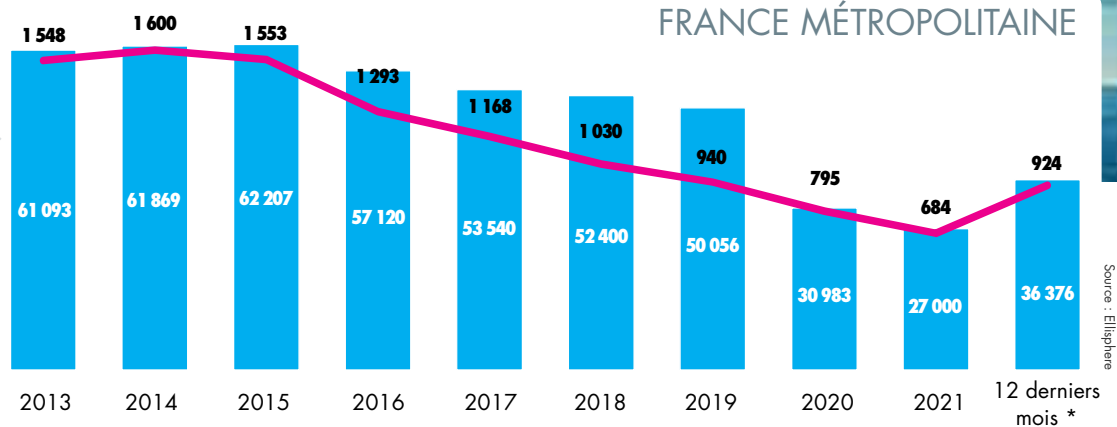
Pour les procédures de sauvegarde, leur nombre augmente de 24% sur les 12 derniers mois à fin septembre 2022 ; nous sommes ainsi déjà revenus au niveau de 2019 à quelques unités près.

La période est plus difficile pour les entreprises récemment entrées sur le marché qui n'ont pu bénéficier des aides de l'Etat et qui peinent à se faire une place dans une conjoncture défavorable, ainsi que pour les PME dont le nombre de défaillances augmente de 45% sur les 12 derniers mois.

PANORAMA GÉNÉRAL

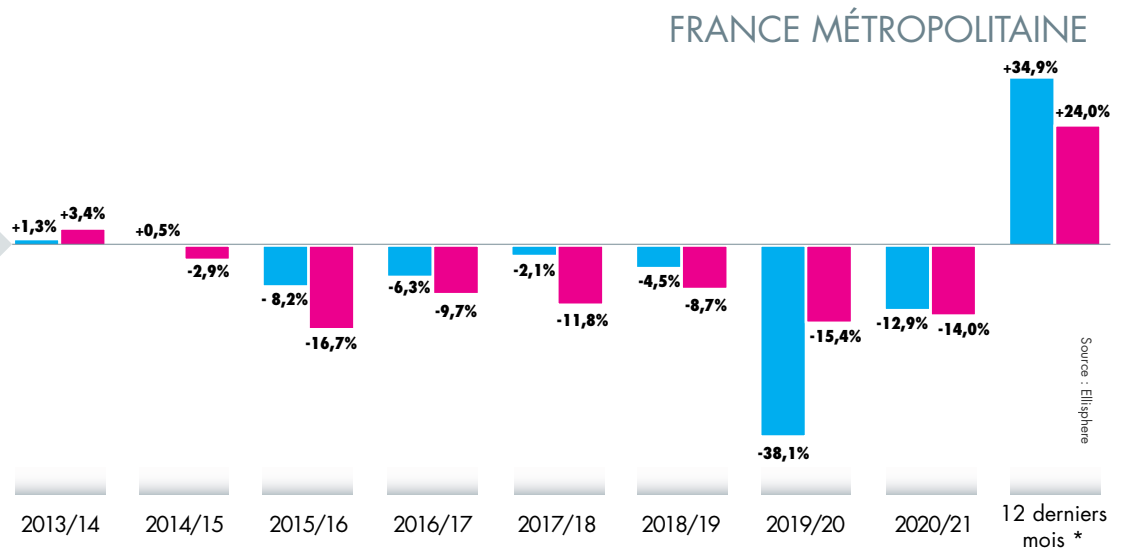
Évolution en nombre

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2013



Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2013



LÉGENDE

■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes ■ Procédures de sauvegarde

* au 30 septembre 2022

SERVICES AUX PARTICULIERS, AGROALIMENTAIRE ET DISTRIBUTION DANS LA TOURMENTE

Tous les secteurs d'activité enregistrent une hausse du nombre de défaillances, à l'exception de l'Agriculture et pêche, secteur pour lequel le nombre est stable. Les Services aux particuliers, l'Agroalimentaire et la Distribution souffrent particulièrement et présentent des augmentations supérieures à 50, voire 60%.

Dans les Services aux particuliers, le secteur du Tourisme souffre particulièrement (+61,4%), notamment la restauration traditionnelle (+68,4%) et de type rapide (+71%), ainsi que les débits de boissons (+ 63,1%).

D'autres services à la personne sont en difficulté comme les salons de coiffure (+72,4% de défaillances) et les soins de beautés (+80,6%), désaffectés par le consommateur.

Dans l'Agroalimentaire, ce sont les industriels et les spécialistes de la viande qui dépriment le plus avec des hausses du nombre de défaillances respectivement de +87,5% et +74%. Le plus lourd tribut est payé par

les boulangeries-pâtisseries, activités pour lesquelles le nombre de défaillances grimpe de +77,6%. La charcuterie enregistre une augmentation du nombre de ses défaillances de +83,3% sur un an, tandis que pour la transformation et conservation de viande de boucherie le nombre a plus que doublé.

Dans la Distribution, les détaillants de l'alimentaire connaissent une hausse du nombre des procédures collectives de +65,5%, en particulier les commerçants d'alimentation générale pour lesquels le nombre double en un an, ainsi que les boucheries traditionnelles avec +60%.

Confrontées à la hausse du prix des matières premières et de l'énergie, toutes ces activités subissent également les arbitrages de consommation des ménages qui limitent les dépenses. Elles sont également parmi les activités ayant le plus fait appel au Prêt Garanti par l'Etat (PGE) qu'il faut maintenant rembourser.

PANORAMA GÉNÉRAL



JUGEMENTS DES GREFFES DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022 par mois, en nombre

Jugements prononcés	Juillet 2022	Août 2022	Septembre 2022
Conversion de la sauvegarde en Liquidation judiciaire	24	4	26
Conversion de la sauvegarde en Redressement judiciaire	12	2	22
Conversion de procédure de traitement de sortie de crise en Liquidation judiciaire	0	0	0
Conversion de procédure de traitement de sortie de crise en Redressement judiciaire	1	0	7
Résolution du plan de traitement de sortie de crise et ouverture d'une Liquidation judiciaire	0	1	0
Résolution du plan de traitement de sortie de crise et ouverture d'un Redressement judiciaire	0	0	0
Conversion de sauvegarde financière accélérée en Liquidation judiciaire	0	0	0
Conversion du Redressement judiciaire en Liquidation judiciaire	633	169	673
Liquidation judiciaire	2 499	1 046	3 420
Homologation de la conciliation ou de règlement amiable	20	11	12
Plan de cession totale ou partielle	89	24	52
Plan de continuation/redressement	152	30	106
Plan de sauvegarde	40	9	27
Plan de traitement de sortie de crise	6	3	6
Procédure de sauvegarde	114	35	86
Procédure de sauvegarde financière accélérée	1	0	0
Procédure de traitement de sortie de crise	7	2	5
Procédure d'insolvabilité européenne	0	0	0
Redressement judiciaire	883	268	964
Renouvellement de la période d'observation	514	112	570
TOTAL	4 995	1 716	5 976

Période étudiée	Juillet 2022		Août 2022		Septembre 2022	
	Entreprises	Effectifs	Entreprises	Effectifs	Entreprises	Effectifs
Renouvellement de la période d'observation	514	3 173	112	914	570	3 626

FORTE HAUSSE DES DÉFAILLANCES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Toutes les régions métropolitaines enregistrent une hausse du nombre de défaillances. Les régions Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et PACA cumulent à elles trois 46% des défaillances métropolitaines sur un an.

Si l'augmentation est limitée pour les deux premières régions économiques, ce sont les Hauts-de-France qui souffrent particulièrement avec une envolée de près de +72% du nombre de procédures collectives sur son territoire. Avec +78,7%, le département du Nord se classe au deuxième rang derrière Paris pour l'évolution du nombre de défaillances. Sur la région des Hauts-de-France, Bâtiment & Travaux Publics, Services aux particuliers,

Agroalimentaire et Distribution ont particulièrement souffert, dont notamment la restauration traditionnelle ou de type rapide. Outre sa fragilisation économique du fait d'une forte désindustrialisation, les Hauts-de-France pâtissent d'une part trop importante de très petites entreprises (TPE) sur l'ensemble de sa population entrepreneuriale, des TPE souvent récemment créées pour faire face à un chômage endémique, plus vulnérables aux aléas conjoncturels.

Enfin, au second rang, la Normandie et la Bretagne connaissent des hausses significatives du nombre de défaillances d'entreprise, de l'ordre de +45%.

Ici sont étudiés les départements de Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de la Réunion

DES DÉPARTEMENTS À L'ÉCONOMIE FRAGILE IMPACTÉE PAR LA CRISE COVID-19

Comparativement à la métropole, les cinq départements d'outre-mer ont une économie dominée par les activités touristiques et agricoles. A l'inverse, l'industrie y est très peu représentée. De plus, ces départements subissent d'importantes crises sociales et des événements climatiques de plus en plus nombreux et dévastateurs.

Si ces départements ont bénéficié des mêmes mesures de soutien qu'en métropole pendant la crise Covid, une plus forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur n'a pas permis d'en limiter autant l'impact : alors que le nombre de défaillances diminuait encore en 2021 en métropole, il était déjà reparti à la hausse en outre-mer. Les départements ultramarins cumulent à fin septembre 2022 un peu plus de 1 200 ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe, soit 3,2% des défaillances françaises. Toutefois, à fin septembre 2022 sur 12 mois glissants, leur nombre ne progresse que de 29% contre 35% en métropole.



LA RÉUNION, NETTE AUGMENTATION DES DÉFAILLANCES DANS LES BIENS D'ÉQUIPEMENTS

Sur l'ensemble des départements d'outre-mer, la Réunion, avec plus de 640 défaillances d'entreprise, représente près de 53% des procédures enregistrées avec +29% sur un an à fin septembre 2022. Les secteurs du Bâtiment & Travaux Publics (BTP), des Biens d'équipements industriels (dont loueurs de machines et matériels) et des Services aux particuliers y représentent 63% des procédures. Outre l'explosion du nombre de défaillances pour les Biens d'équipements industriels dans le sillage du BTP en 2022, les progressions les plus fortes sont relevées dans les Transports et la logistique (+ 83%), l'Agroalimentaire (+ 75%), les Biens d'équipements du foyer triplent le nombre de défaillances.

Près de 2 200 postes salariés sont menacés par les procédures enregistrées à la Réunion sur 12 mois glissants à fin septembre 2022.

Parmi les événements récents impactant significativement son activité économique, la Réunion a subi une baisse de fréquentation touristique depuis l'arrivée du Covid-19. Plus récemment en novembre 2021, l'île a été frappée durant deux semaines par des conflits sociaux, sans oublier une saison cyclonique majeure avec Batsirai et Emnati en 2022.

LA MARTINIQUE, SERVICES AUX PARTICULIERS ET AGROALIMENTAIRE EN SOUFFRANCE

A fin septembre 2022 sur 12 mois glissants, la Martinique représente 22% des défaillances des départements ultramarins, un chiffre en progression de 11% sur un an ; quelques 270 procédures menacent ainsi un peu plus de 1 200 emplois. Les trois principaux secteurs d'activités impactés sont le BTP, les Services aux particuliers et Services aux entreprises qui cumulent à eux seuls près

de 50% des procédures. Certains secteurs d'activité enregistrent un doublement du nombre de défaillances d'entreprise, comme les Services aux entreprises et l'Agroalimentaire. Fin 2021, la Martinique a également connu des conflits sociaux et souffre toujours en 2022 d'une activité touristique en berne.

Ici sont étudiés les départements de Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de la Réunion

LA GUADELOUPE, TRÈS NETTE REMONTÉE DES DÉFAILLANCES

Sur 12 mois glissants à fin septembre 2022, la Guadeloupe représente 18% des défaillances des départements d'outre-mer, avec 219 ouvertures de jugement. La période récente a été économiquement difficile pour la région où le nombre de procédures collectives augmente de 57,6%, se rapprochant désormais du niveau de 2019 avec environ 1 000 postes salariés menacés. Près de 50% des entreprises concernées sont dans les secteurs BTP, Services aux particulier et Services aux entreprises. A la 4^{ème} place, l'Agroalimentaire représente

10% des procédures collectives dont le nombre a plus que doublé sur un an. Comme les autres DOM, la Guadeloupe souffre de l'aggravation des dégâts causés par les tempêtes tropicales. Par ailleurs, les restrictions sanitaires et les mouvements sociaux ont lourdement impacté les activités touristiques. Les restaurants traditionnels ou de type rapide ont particulièrement souffert.

LA GUYANE ET MAYOTTE, LE BTP TRÈS IMPACTÉ

Avec près de 60 défaillances d'entreprise sur un an à fin septembre 2022, la Guyane ne représente que 5% des procédures dans les départements d'outre-mer pour 320 postes salariés menacés.

Les trois secteurs d'activité les plus touchés sont les mêmes que pour la Guadeloupe dont près d'un tiers pour le seul BTP. Ce département semble cependant plus résilient car le nombre de défaillances d'entreprise n'y augmente que de 9% sur les 12 derniers mois à fin septembre 2022.

Enfin Mayotte, devenu département français en 2011, pèse pour 2,5% des ouvertures de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe sur l'ensemble des DOM avec 31 procédures enregistrées sur les 12 derniers mois à fin septembre 2022. Toutefois, l'évolution y est fulgurante avec un triplement du nombre de procédures comptabilisées sur un an dont 42% pour le seul BTP.

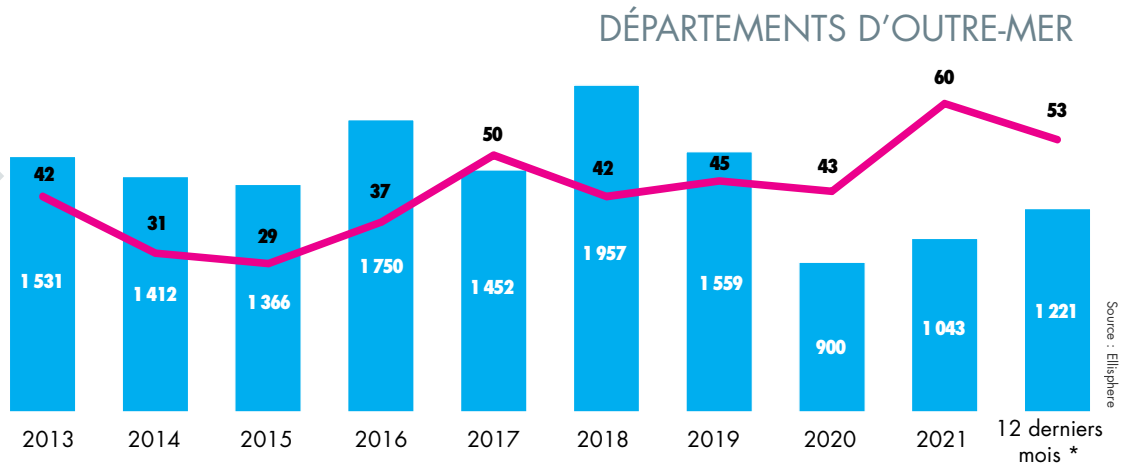
L'île de Mayotte souffre d'importants problèmes économiques du fait principalement de sa grande dépendance aux importations, ainsi que de lourds problèmes sociaux sur fond de pauvreté et d'insécurité.



Ici sont étudiés les départements de Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de la Réunion

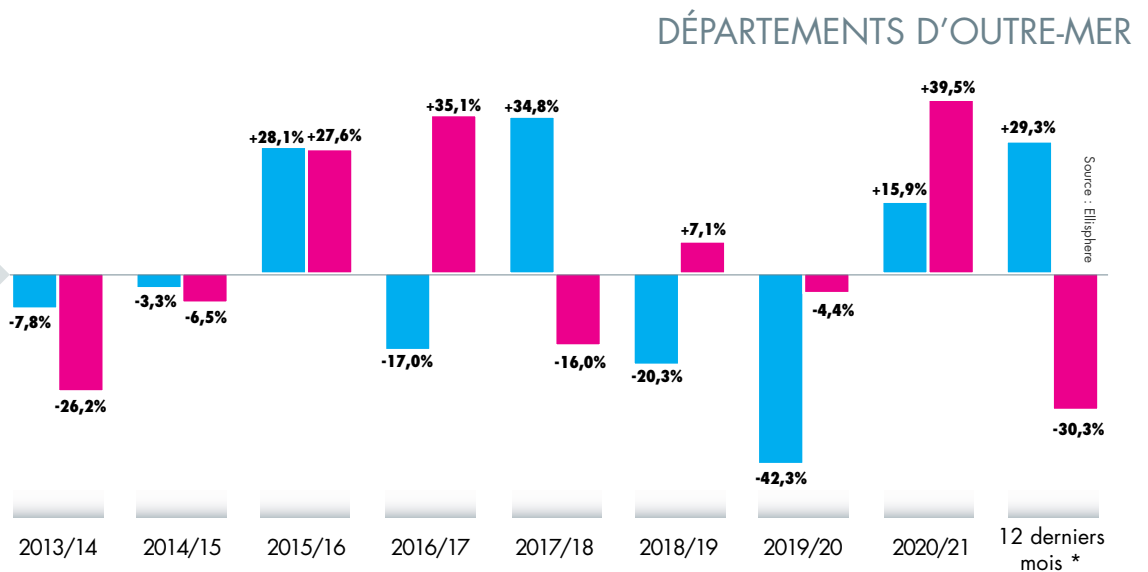
Évolution en nombre

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2013



Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2013



LÉGENDE

■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

■ Procédures de sauvegarde

* au 30 septembre 2022

A low-angle, upward-looking photograph of several modern skyscrapers with glass facades, set against a clear, bright blue sky. The perspective creates a sense of height and scale, with the buildings converging towards the top of the frame. The central part of the image is overlaid with a white rectangular box containing the title text.

PROFIL DES ENTREPRISES

PROFIL DES ENTREPRISES

France
métropolitaine

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 30 septembre 2022



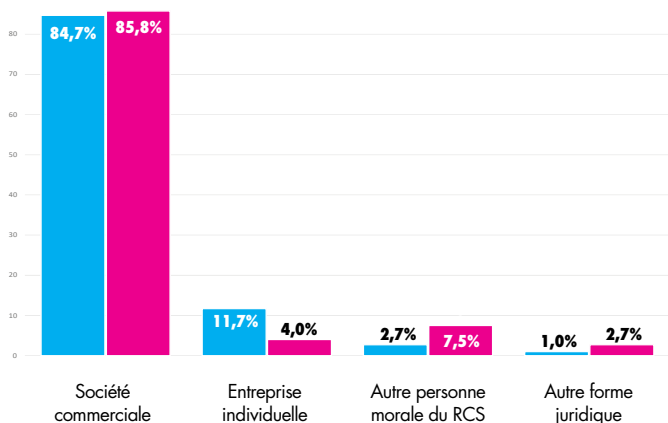
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



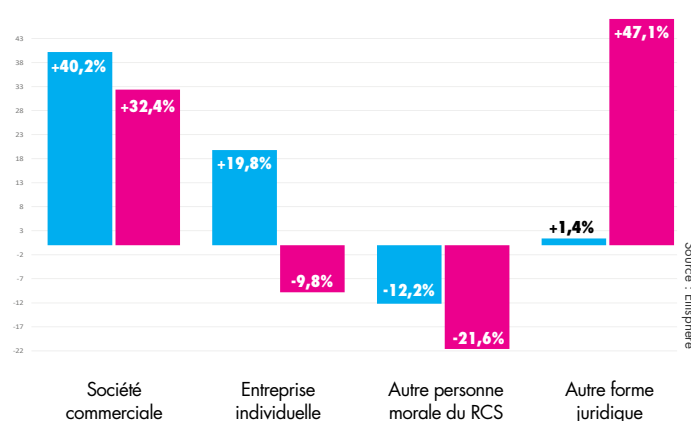
Procédures de sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en% des entreprises

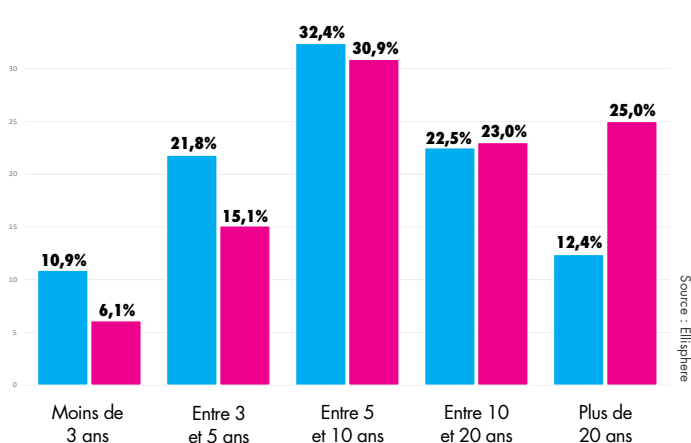


Evolution en% du nombre d'entreprises

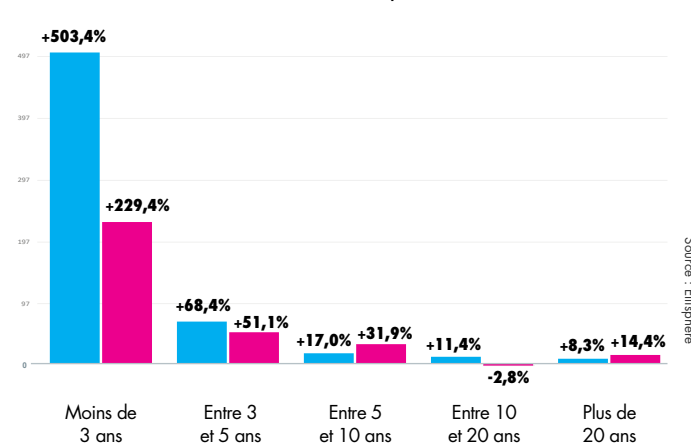


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en% des entreprises

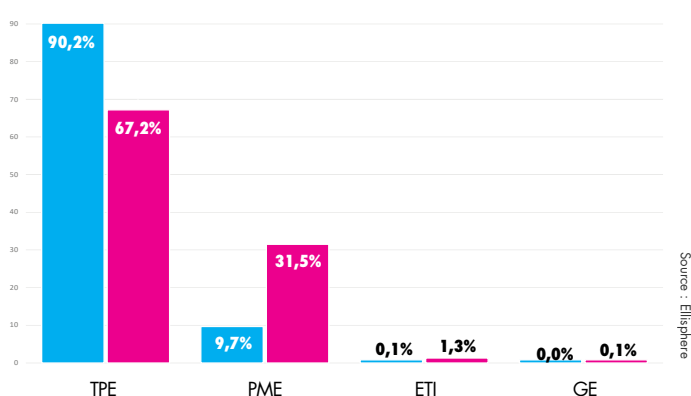


Evolution en% du nombre d'entreprises

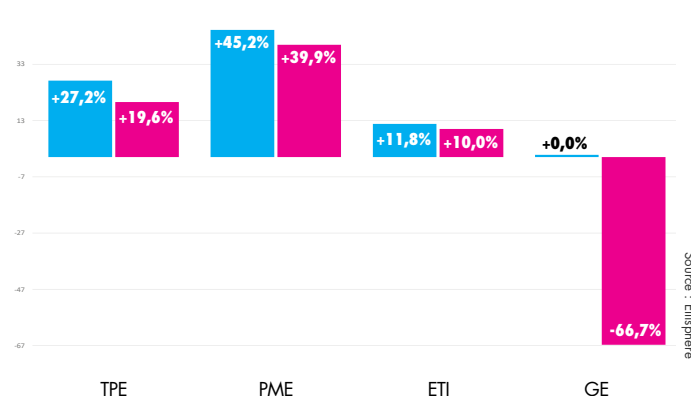


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en% des entreprises



Evolution en% du nombre d'entreprises



PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 30 septembre 2022)

RÉGION	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
ÎLE DE FRANCE	8 347	22,9%	20,6%	118	12,8%	1,7%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	4 308	11,8%	41,6%	112	12,1%	-2,6%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	4 084	11,2%	25,1%	101	10,9%	-1,9%
HAUTS-DE-FRANCE	3 300	9,1%	71,8%	69	7,5%	46,8%
OCCITANIE	3 257	9,0%	39,8%	89	9,6%	64,8%
NOUVELLE AQUITAINE	3 169	8,7%	35,4%	137	14,8%	47,3%
GRAND EST	2 593	7,1%	29,6%	73	7,9%	14,1%
PAYS DE LA LOIRE	1 580	4,3%	40,9%	43	4,7%	34,4%
NORMANDIE	1 454	4,0%	47,9%	45	4,9%	21,6%
BRETAGNE	1 400	3,8%	44,6%	33	3,6%	17,9%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	1 380	3,8%	39,3%	52	5,6%	100,0%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 313	3,6%	41,0%	47	5,1%	62,1%
CORSE	191	0,5%	28,2%	5	0,5%	400,0%
TOTAL	36 376	100%	34,9%	924	100%	24,0%

Source : Ellisphère

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 30 septembre 2022)

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	9 352	25,7%	25,4%	152	16,5%	3,4%
Services aux particuliers	6 340	17,4%	60,2%	156	16,9%	45,8%
Services aux entreprises	3 714	10,2%	22,2%	87	9,4%	22,5%
Distribution	3 011	8,3%	56,3%	60	6,5%	33,3%
Moyens de transport	1 910	5,3%	38,5%	36	3,9%	50,0%
Transports & Logistique	1 595	4,4%	41,8%	16	1,7%	6,7%
Agroalimentaire	1 220	3,4%	63,5%	45	4,9%	95,7%
Biens de consommation	1 123	3,1%	48,0%	29	3,1%	38,1%
Services collectifs	1 039	2,9%	19,7%	37	4,0%	42,3%
Médias & Loisirs	1 037	2,9%	30,9%	68	7,4%	61,9%
Agriculture & Pêche	976	2,7%	-0,4%	29	3,1%	-29,3%
Textile habillement cuir	967	2,7%	30,5%	16	1,7%	-27,3%
Informatique & Electronique	942	2,6%	20,9%	28	3,0%	21,7%
Biens d'équipement industriels	663	1,8%	22,8%	27	2,9%	-10,0%
Holding	613	1,7%	36,5%	57	6,2%	5,6%
Biens d'équipement du foyer	551	1,5%	38,1%	11	1,2%	37,5%
Services financiers	365	1,0%	48,4%	26	2,8%	100,0%
Bois Papier Carton & Imprimerie	353	1,0%	27,0%	4	0,4%	-60,0%
Métaux	247	0,7%	19,3%	13	1,4%	62,5%
En cours d'attribution	94	0,3%	42,4%	1	0,1%	-50,0%
Pharmacie	75	0,2%	4,2%	8	0,9%	0,0%
Télécommunications	69	0,2%	38,0%	0	0,0%	0,0%
Produits minéraux et Chimie	64	0,2%	12,3%	2	0,2%	0,0%
Energie	56	0,2%	24,4%	16	1,7%	1500,0%
TOTAL	36 376	100%	34,9%	924	100%	24,0%

Source : Ellisphère

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 30 septembre 2022



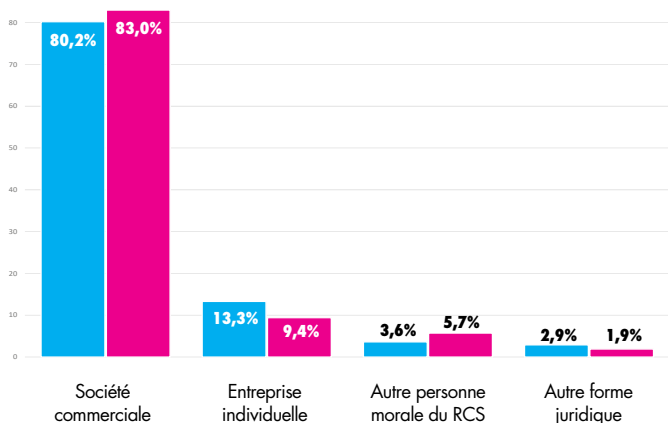
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



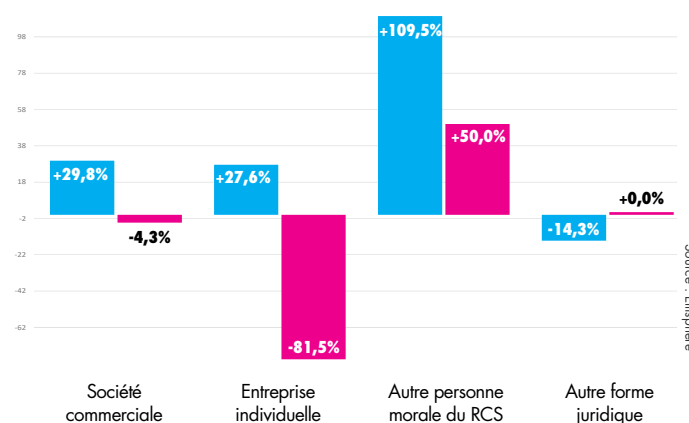
Procédures de sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en% des entreprises

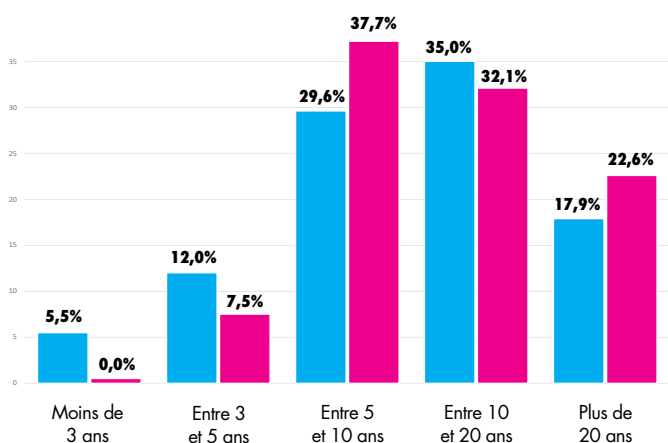


Evolution en% du nombre d'entreprises

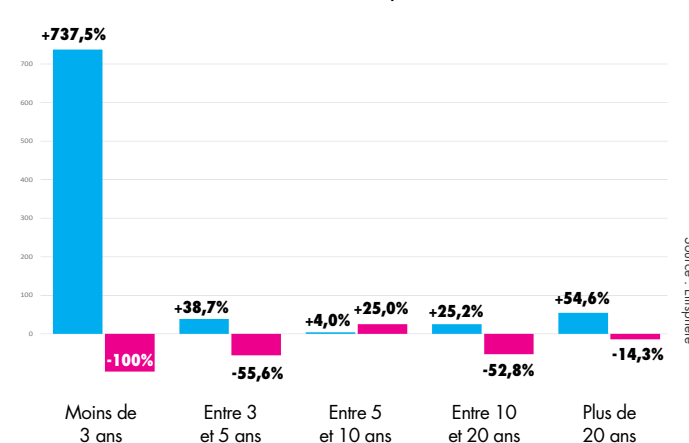


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en% des entreprises

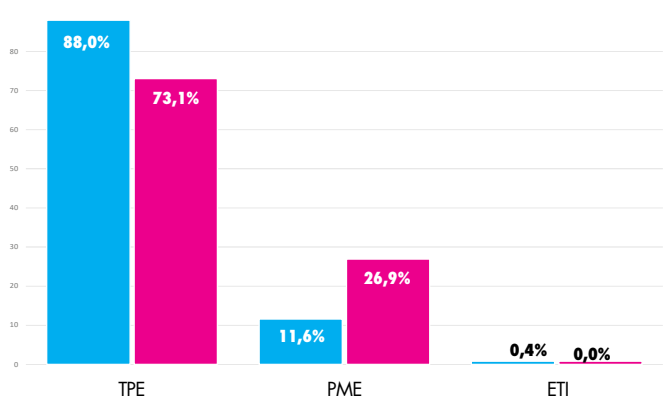


Evolution en% du nombre d'entreprises

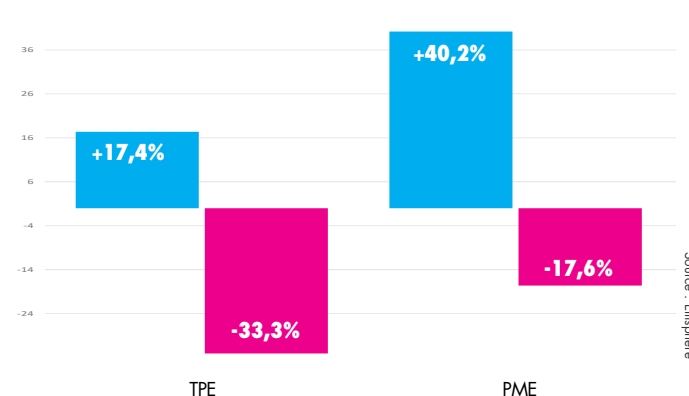


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en% des entreprises



Evolution en% du nombre d'entreprises



PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 30 septembre 2022)

DEPARTEMENT	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
LA REUNION	643	52,7%	28,6%	39	73,6%	-35,0%
MARTINIQUE	269	22,0%	10,7%	8	15,1%	166,7%
GUADELOUPE	219	17,9%	57,6%	3	5,7%	-72,7%
GUYANE	59	4,8%	9,3%	3	5,7%	50,0%
MAYOTTE	31	2,5%	287,5%	NC	NC	NC
TOTAL	1 221	100%	29,3%	53	100%	-30,3%

Source : Ellisphère

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur les 12 derniers mois (au 30 septembre 2022)

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS **	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	373	30,5%	20,7%	14	26,4%	-36,4%
Services aux particuliers	151	12,4%	38,5%	3	5,7%	0,0%
Biens d'équipement industriels	126	10,3%	563,2%	2	3,8%	NC
Services aux entreprises	89	7,3%	17,1%	4	7,5%	-42,9%
Services collectifs	74	6,1%	-22,9%	5	9,4%	-76,2%
Agroalimentaire	48	3,9%	108,7%	3	5,7%	200,0%
Distribution	47	3,8%	-24,2%	NC	NC	NC
Moyens de transport	45	3,7%	18,4%	2	3,8%	-50,0%
Médias & Loisirs	38	3,1%	18,8%	2	3,8%	-50,0%
Transports & Logistique	38	3,1%	2,7%	1	1,9%	-50,0%
Biens de consommation	31	2,5%	19,2%	NC	NC	NC
Agriculture & Pêche	28	2,3%	64,7%	NC	NC	NC
Textile habillement cuir	27	2,2%	-3,6%	14	26,4%	NC
Biens d'équipement du foyer	22	1,8%	120,0%	1	1,9%	NC
Holding	19	1,6%	90,0%	NC	NC	NC
Métaux	16	1,3%	33,3%	2	3,8%	100,0%
Informatique & Electronique	14	1,1%	40,0%	NC	NC	NC
Bois Papier Carton & Imprimerie	11	0,9%	83,3%	NC	NC	NC
Energie	8	0,7%	-11,1%	NC	NC	NC
Pharmacie	6	0,5%	200,0%	NC	NC	NC
Services financiers	4	0,3%	-20,0%	NC	NC	NC
Télécommunications	3	0,2%	-50,0%	NC	NC	NC
En cours d'attribution	2	0,2%	0,0%	NC	NC	NC
Produits minéraux et Chimie	1	0,1%	NC	NC	NC	NC
TOTAL	1 221	100%	29,3%	53	100%	-30,3%

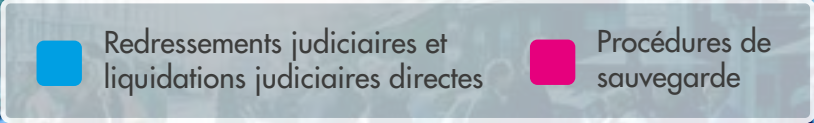
Source : Ellisphère

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

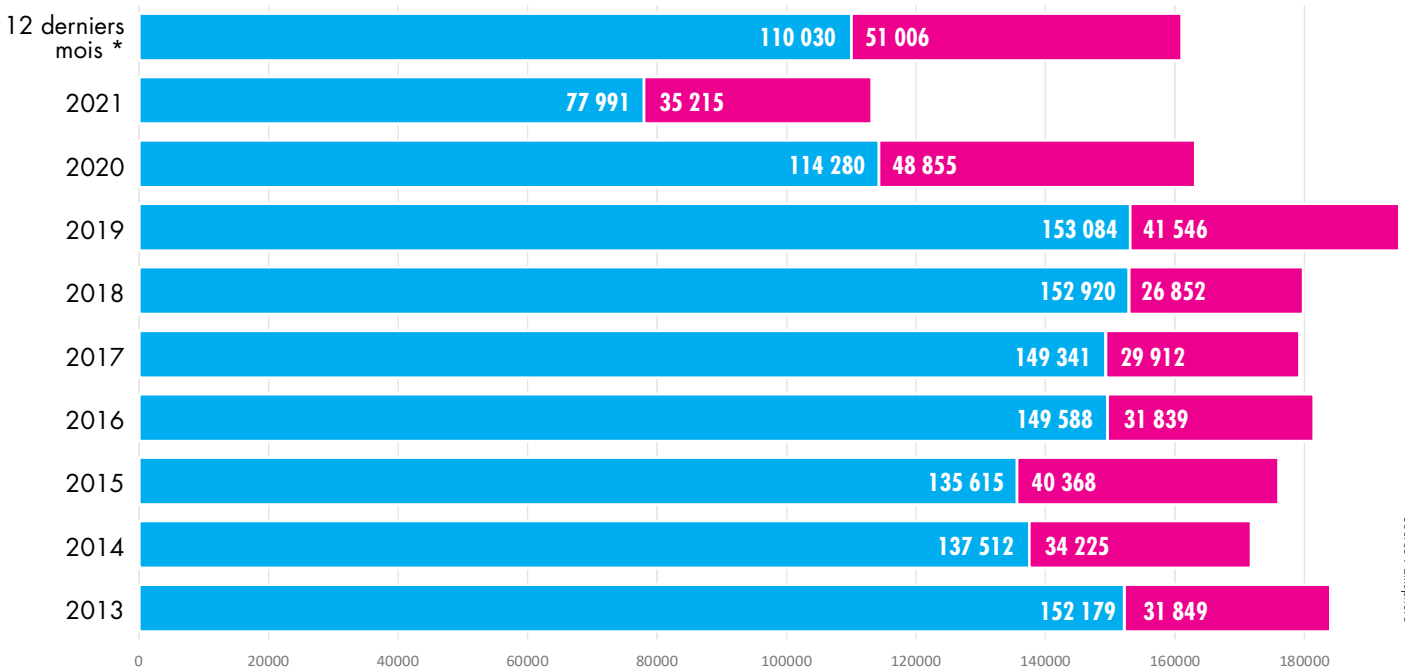
** PS : procédures de sauvegarde



IMPACT SOCIAL

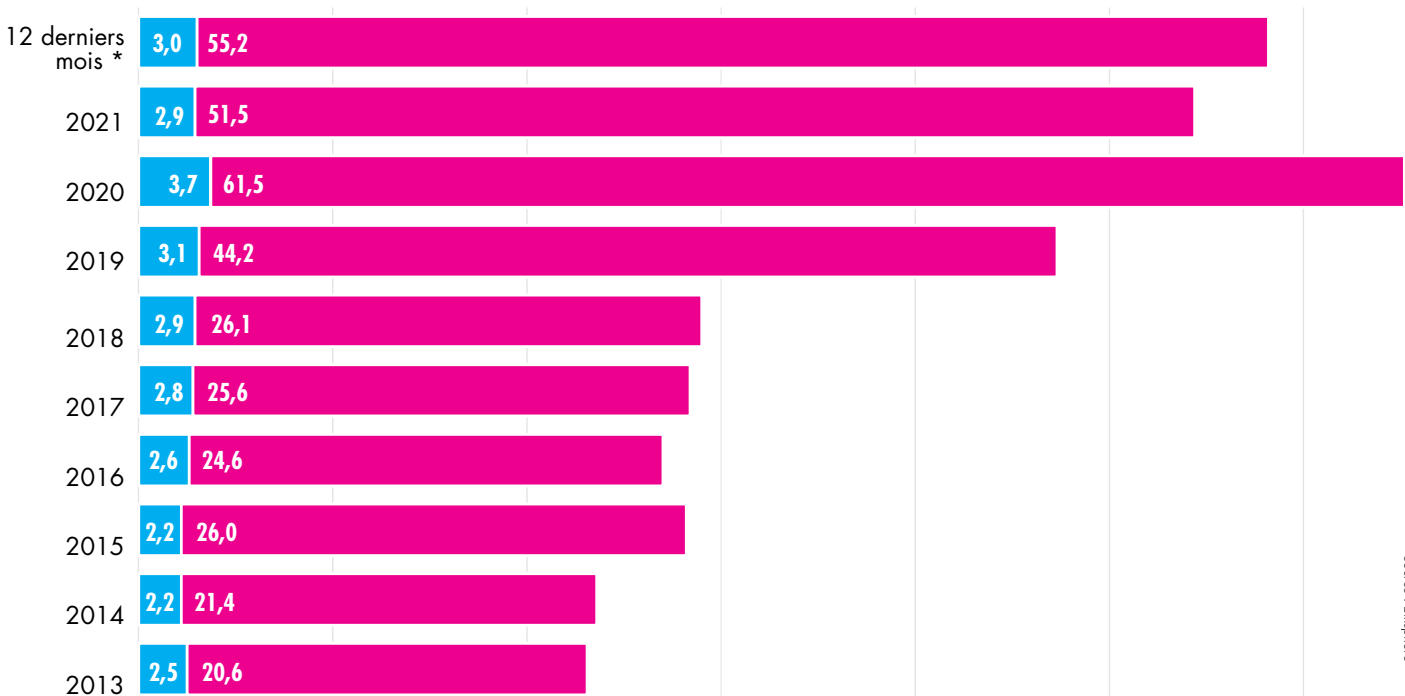


NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES PROCÉDURES (par année depuis 2013)



Source : Ellisphère

NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR PROCÉDURE (par année depuis 2013)



Source : Ellisphère

* au 30 septembre 2022



Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

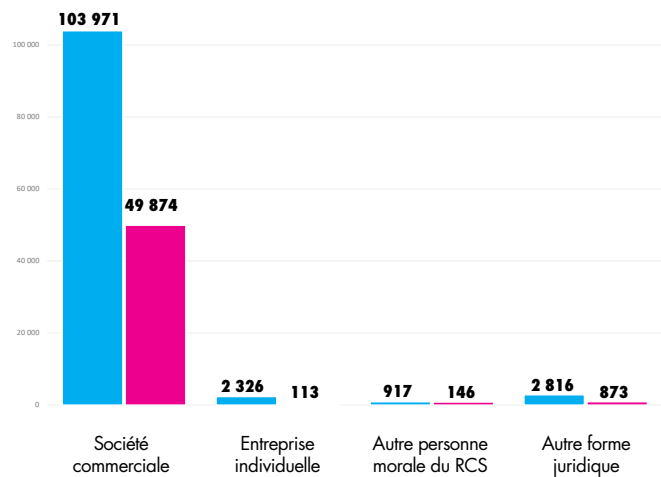


Procédures de sauvegarde

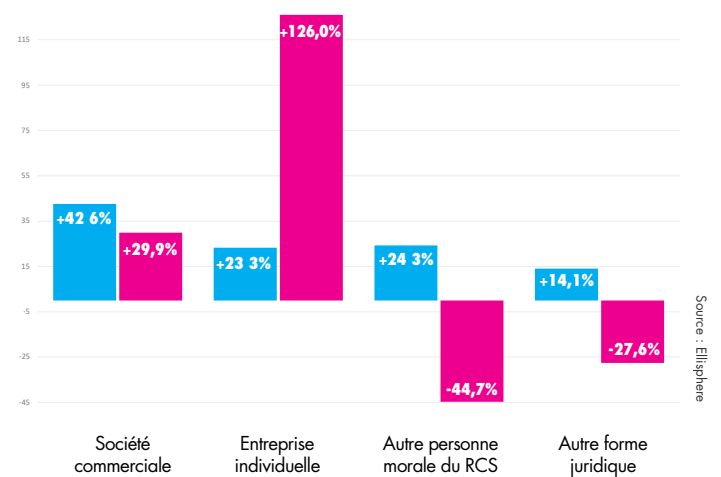
**CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 30 septembre 2022**

IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés

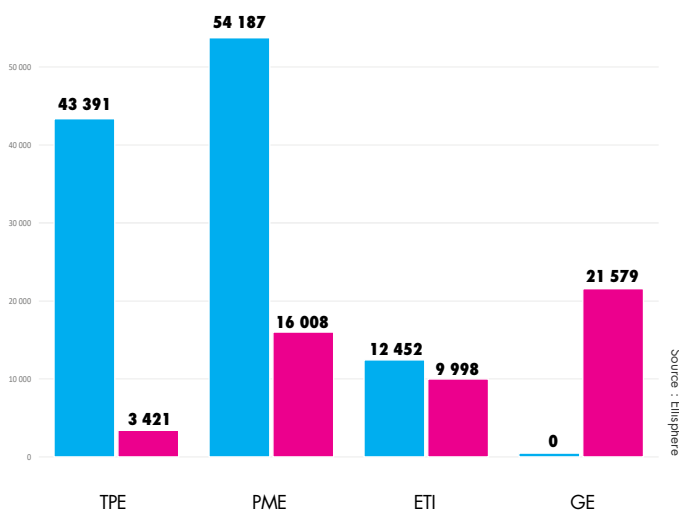


Evolution en% des emplois menacés

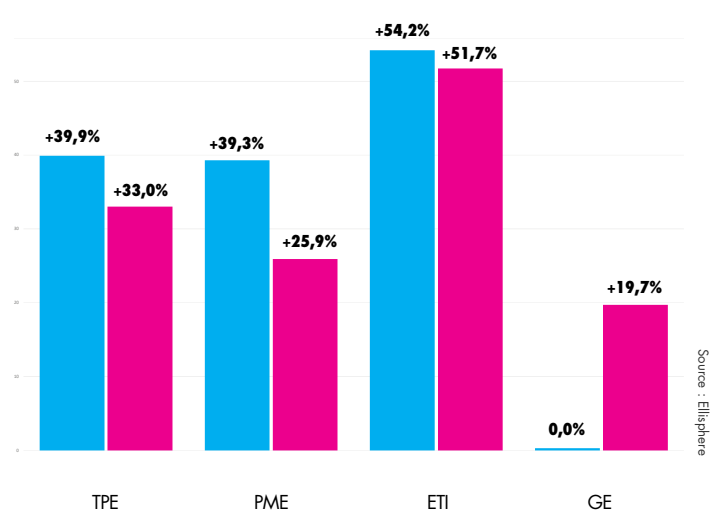


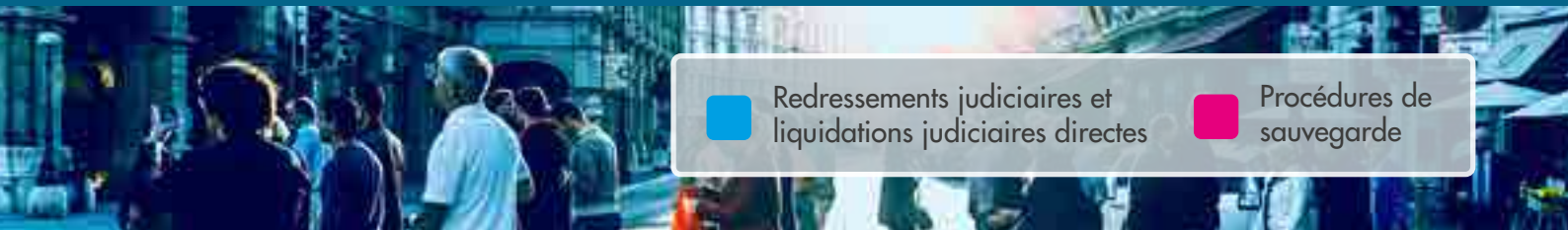
IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés



Evolution en% des emplois menacés



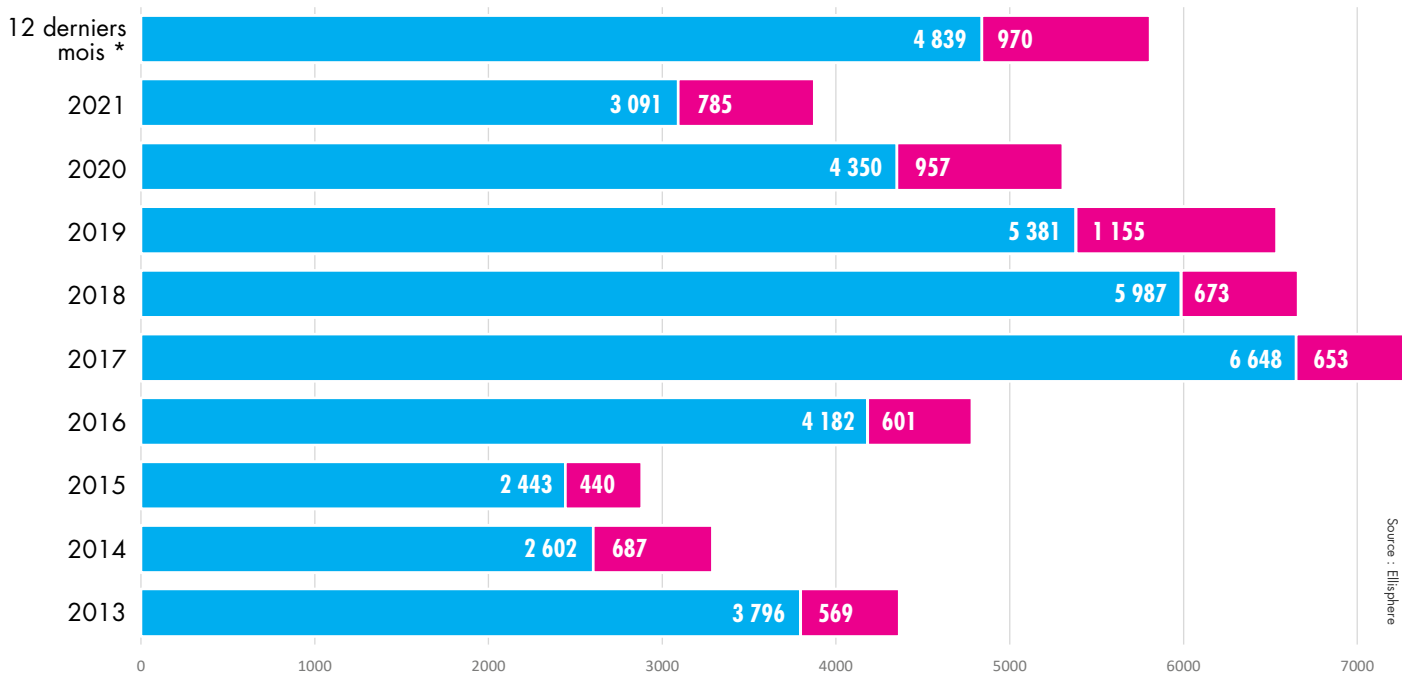


Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

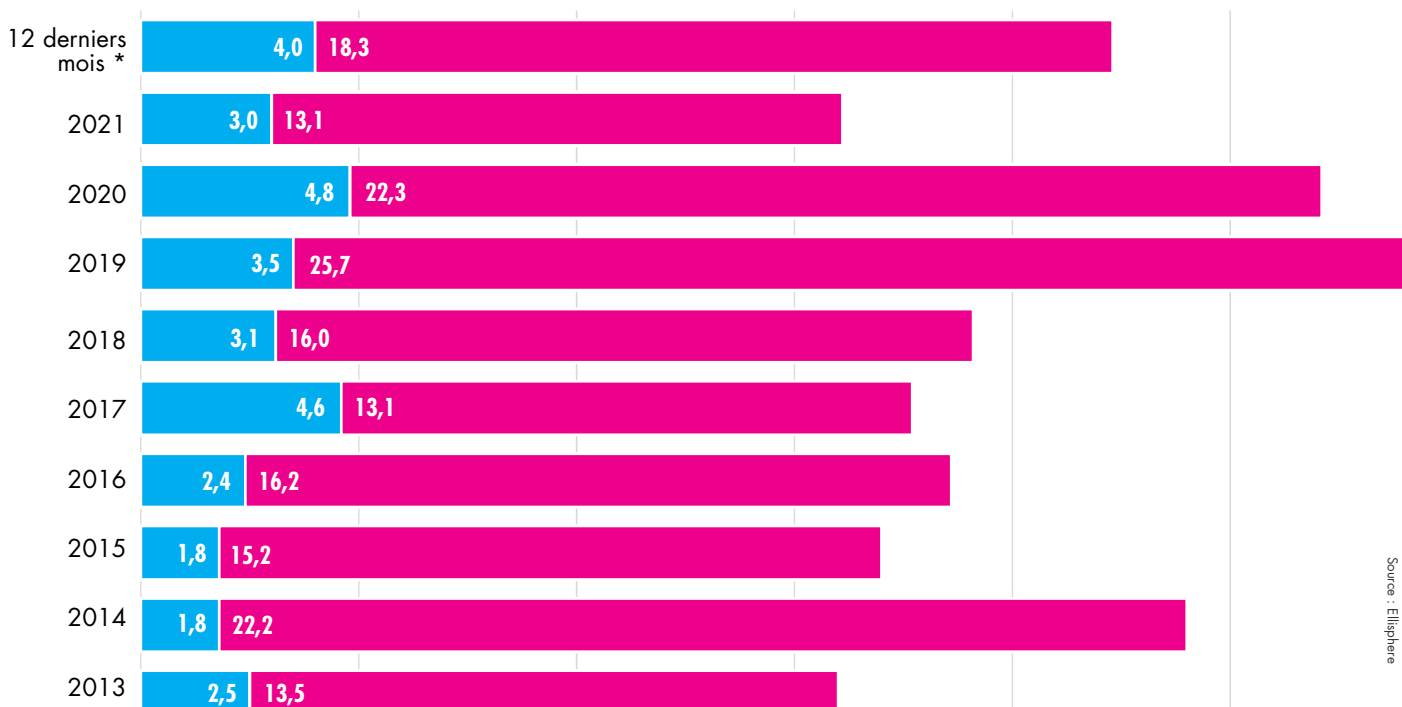


Procédures de sauvegarde

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES PROCÉDURES (par année depuis 2013)



NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR PROCÉDURE (par année depuis 2013)



* au 30 septembre 2022

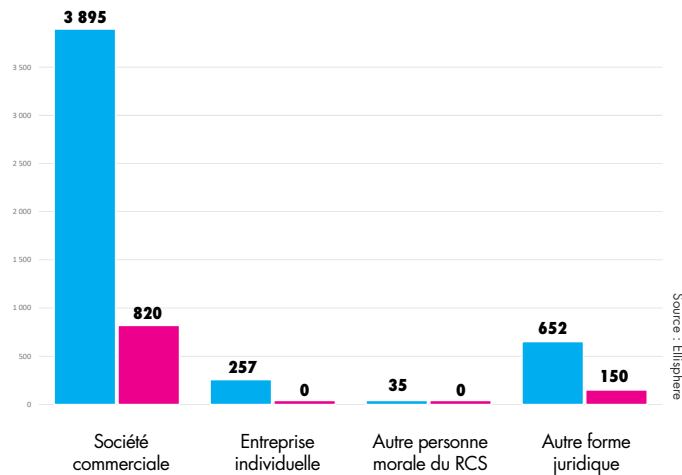


■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes
 ■ Procédures de sauvegarde

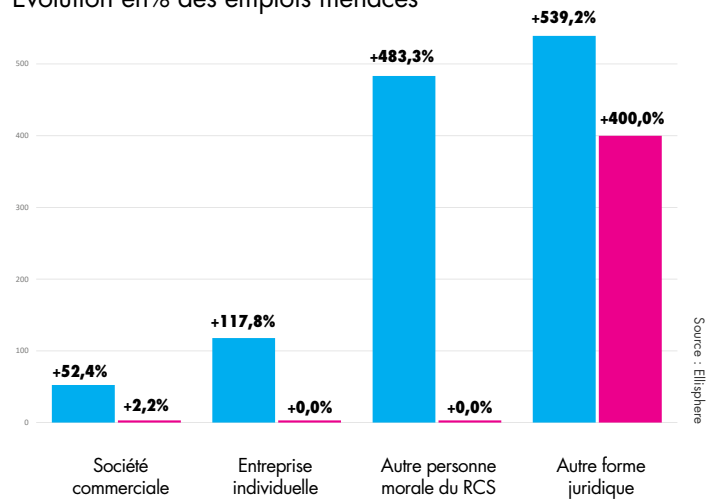
**CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 30 septembre 2022**

IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés

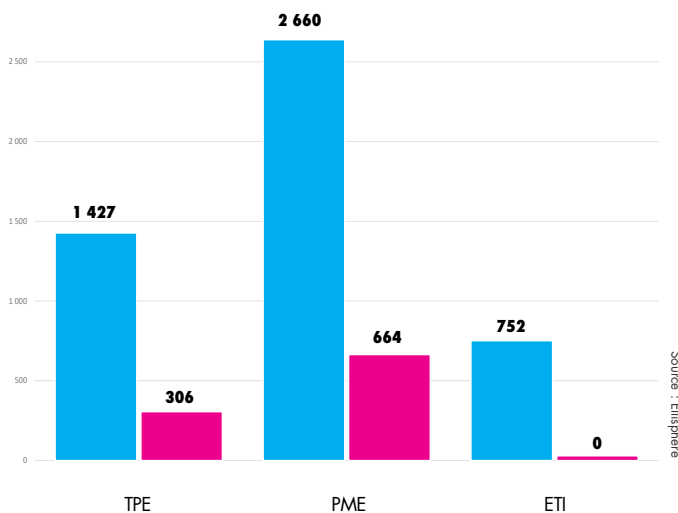


Evolution en% des emplois menacés

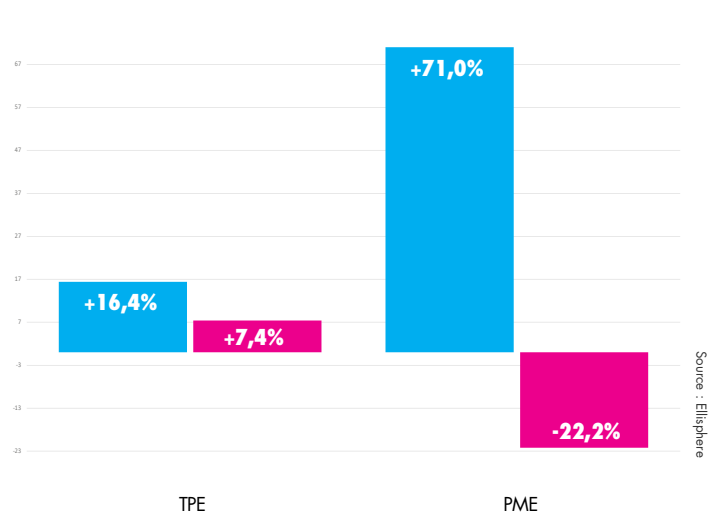


IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés



Evolution en% des emplois menacés



IMPACT FINANCIER

Business

Commodities

US
Oil
LS31
4.00
LO36

\$1146.06

\$52.14

News

Long ha
for Tesco
Country
Product

new global crisis, warns IMF

CHIFFRES SUR
LES 12 DERNIERS MOIS
au 30 septembre 2022



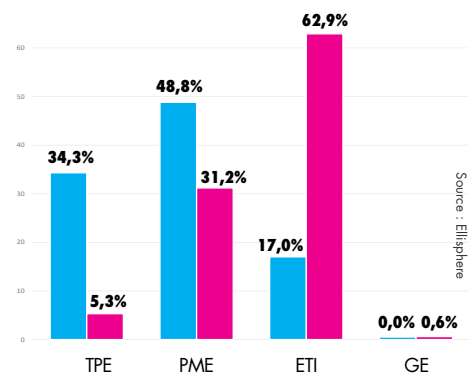
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



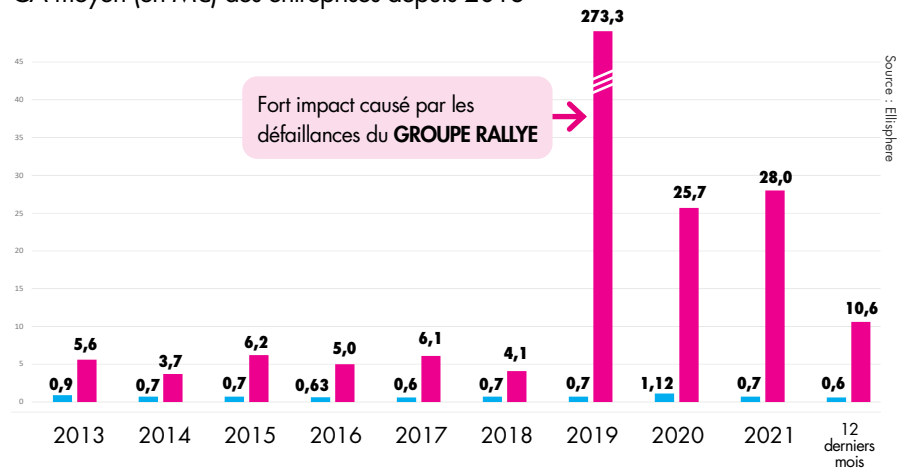
Procédures de sauvegarde

CHIFFRE D'AFFAIRE DES ENTREPRISES

Répartition du CA en% par taille d'entreprise

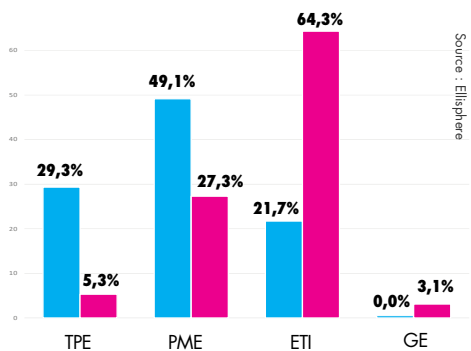


CA moyen (en M€) des entreprises depuis 2013

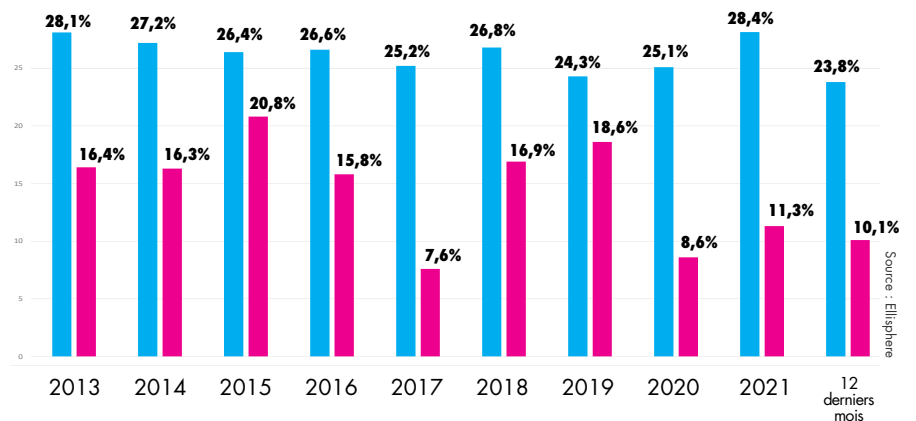


ENDETTEMENT FOURNISSEURS DES ENTREPRISES

Répartition en% des dettes fournisseurs par taille d'entreprise

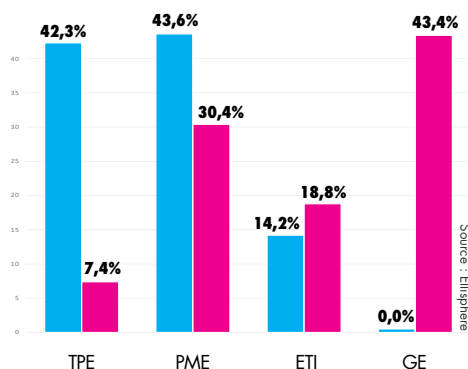


Taux des dettes fournisseurs dans le passif des entreprises depuis 2013

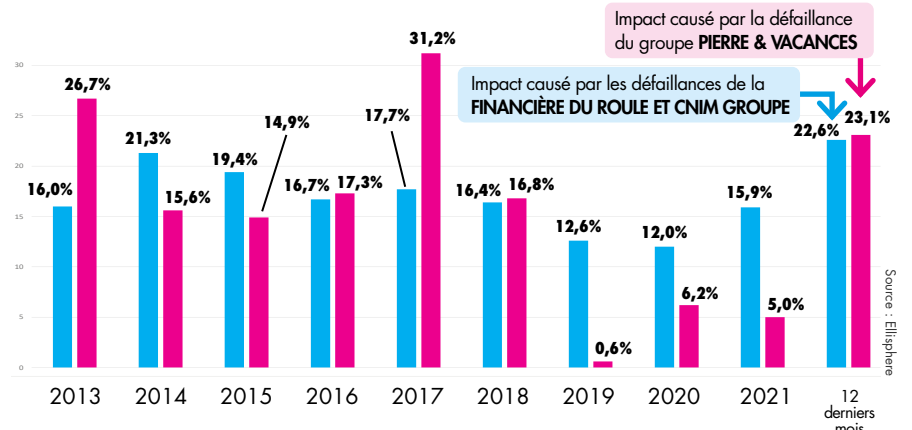


ENDETTEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES

Répartition en% des dettes bancaires par taille d'entreprise



Taux des dettes bancaires dans le passif des entreprises depuis 2013





Les données utilisées dans cette étude sont extraites de la base Ellisphere le 30 septembre 2022. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer dont l'activité et la forme juridique sont connues.

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe. Les procédures de sauvegarde sont comptabilisées séparément.



PROFIL DES ENTREPRISES

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE, le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

IMPACT SOCIAL

L'impact social cumule et répartit sur différents critères le dernier effectif connu des entreprises étudiées.

IMPACT FINANCIER

L'impact financier cumule et répartit sur différents critères les derniers éléments bilantiels des entités étudiées ayant publié un bilan social ou consolidé.

DÉFINITIONS

La procédure de sauvegarde permet, aux entités en difficultés n'étant pas en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; elle peut déboucher sur un plan de sauvegarde arrêté par le tribunal de commerce.

Le redressement judiciaire permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

La liquidation judiciaire est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

L'homologation de conciliation est un accord amiable publié au tribunal de commerce pour les entités en cessation de paiement depuis moins de 45 jours résultant d'une conciliation négociée avec les principaux créanciers.

Le référentiel d'Ellisphere met à disposition de l'information économique, légale et financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ

L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE



www.ellisphere.com



[@ellisphere](https://www.linkedin.com/company/ellisphere)



[@ellisphere](https://twitter.com/ellisphere)



[@ellisphere](https://www.youtube.com/channel/UC...)



[_ellisphere_](https://www.instagram.com/_ellisphere_)



Pour plus d'information sur nos études :

pole_statistiques_economiques@ellisphere.com

ellispherē

Pour un monde économique fiable et une croissance durable

www.ellisphere.com

Lille - Lyon - Marseille - Paris La Défense - Nantes - Strasbourg - Toulouse - Tours
Siège social : Tour Franklin - 100-101 Terrasse Boieldieu - 92042 Paris La Défense Cedex
Adresse postale : 37 rue Sergent Michel Berthet - CS 99063 - 69255 Lyon Cedex 09
S.A.S. au capital de 2 519 229 euros - 482755741 RCS Nanterre